

BAC

N° 66

SNCA e.i.L. Convergence

Trimestriel

e. comme Efficacité

1 €uro

1^{er} trimestre. 2018/2019

i. comme Indépendance

L. comme Laïcité

BAC N° 66

Bulletin des Agrégés & Certifiés

SNCA

*Certifiés, Agrégés e.i.L.
Convergence*

5, rue Clisson 75013 Paris
06 84 57 20 75

gc.roche@orange.fr

FR41@wanadoo.fr

www.snca-nat.fr

Sommaire

Editorial : Des élections
macronistes P1

La République à genoux P2

Ecologie et laïcité P2

Contradictions macronistes P3

Et les lycéens dans tout ça ? P4

IA pour l'Ecole P4

Directrice de Publication
Françoise ROCHE

N° CPPAP : 09075S 06175

N° ISBN : en instance

Conception & réalisation
au siège

5, rue Clisson 75013 Paris

Editorial

Des élections macronistes

Les élections professionnelles qui viennent de s'achever dans l'Education Nationale sont l'expression de la macronie du jus le plus pur : démagisme syndical, zélites syndicales couronnées et abstentions syndicales à 60 % !

Les élections électroniques ont joué à plein leur double rôle :

1/ décourager les électeurs (1 million tout de même)

2/ permettre la supercherie des organisations

« administratives », *i.e.* cogestionnaires.

Les pannes au cours du vote, l'impossibilité d'accéder aux pages concernées d'une part, et de l'autre, les officines électorales des organisations administratives qui disposant du numen et de l'identifiant de certains électeurs ont voté à leur place tout en gardant la valeur de l'abstention semblable à celle de 2014 ...

Les Syndicats e.i.L. Convergence avec 191 voix affichent un résultat très inférieur aux élections précédentes alors qu'ils avaient des candidats dans plus de 10 académies : il est évident que, malgré sa modestie, la Fédération EIL embarrasse le pouvoir et les sbires syndicaux qui sont responsables depuis des lustres de la perte de qualité et de crédibilité de l'Ecole de la République. Les cogestionnaires vont avoir des « moyens » pour faire fonctionner à vide les commissaires paritaires et vont continuer à nuire aux personnels et aux élèves.

Le SNCA e.i.L. Convergence au nom des Syndicats e.i.L. Convergence remercie chaleureusement celles et ceux qui ont répondu à leur demande pour dresser une liste au CTM et au CTA de Versailles. Tous recevront les remerciements du secrétariat national. Il s'engage aussi à poursuivre la défense de tous les collègues qui s'adresseront à lui pour demander son aide.

Le secrétaire national

La République à genoux

Un groupe de lycéens qui tente d'empêcher l'accès à leur établissement comme cela se fait devant des dizaines d'autres lycées en France, à la même heure et pour les mêmes raisons : parcoursup, la réforme du bac, les diminutions de postes et les classes surchargées. Un commando de policiers n'est pas très loin, veillant au grain ... Et soudain, il envoie des bombes lacrymogènes et fonce sur les lycéens, matraques levées ; plus d'une centaine de lycéens est interpellée et, en attendant des renforts – et des menottes –, obligée de s'agenouiller mains sur la tête. Les garçons sont alignés et certains front au mur qui clôt la parcelle de terrain : des vaincus du terrorisme !

Une certaine voix mâle dit quelque chose comme : « Voilà une classe qui se tient bien sage ! »

Cela se passe dans une banlieue d'Ile-de-France, à proximité d'un LP d'où viennent les « casseurs » dont on nous rebat les oreilles depuis des jours. Sans doute beaucoup de ces « vaincus » sont-ils « blacks » ou « beurs » ...

C'est sur les ordres d'un préfet apeuré par les manifestations légitimes et légales des élèves d'enseignement pro que la République a été mise à genoux.

Ecologie et Laïcité

La question est posée de savoir si l'écologie est une science ou une apologie d'un système idéologique.

Elle est une science qui étudie les êtres vivants, végétaux et animaux, dans le milieu dans lequel ils vivent ; cette étude est à deux entrées : comment le milieu influence-t-il les êtres vivants et comment ces êtres vivants influencent-ils le milieu ? Autrement dit, les êtres vivants sont tributaires du milieu dans lequel ils vivent, évoluent au fur et à mesure que ce milieu se transforme et peuvent, inversement, le modifier à leur tour ; il s'agit donc d'une science de l'évolution qui est applicable aussi bien en géographie physique et humaine qu'en sociologie. En effet, l'écologie s'intéresse aux hommes comme faisant partie du genre animal tout comme elle étudie les grands ensembles forestiers vierges ou investis par les hommes au point de disparaître ou de renaître ... L'écologie appelle par conséquent les historiens à sa rescousse.

La laïcité, elle, n'est pas une science ; elle est un principe sur lequel se fondent les sociétés qui aspirent à l'établissement de ce principe pour l'humanité toute entière, mais elle n'est pas un élément naturel des milieux dans lesquels vivent les différents groupes de l'humanité : elle est une réalité éthique universelle qui doit régir les actions des hommes quel que soit l'objet sur lesquelles elles s'exercent. Si elle n'interfère pas avec les objets de la science, elle concerne la déontologie du chercheur car « *science sans conscience n'est que ruine de l'âme* ».

La laïcité se donne pour but l'intérêt général qui garantit la vie harmonieuse de la Cité en veillant à ce que les intérêts particuliers n'infèrent pas avec lui. C'est pourquoi il faut débarrasser l'écologie, comme toutes les sciences, des habillages idéologiques qui l'affublent ; car les sciences appliquées sont soumises aux groupes de pression émanant des grands groupes industriels et financiers qui s'intéressent de très près à l'« environnement » ; or, l'environnement, un mot très large et très flou, peut se définir comme « l'habitat des êtres vivants » qui évolue constamment, cette évolution pouvant être le fait de prédateurs dont les motivations sont à l'encontre des discours : car la « défense de la planète » se vend excessivement bien !

La laïcité repose sur le principe de l'intérêt général qui doit régir les sociétés humaines pour qu'elles vivent dans la concorde, voire le bonheur. Ainsi, **la Laïcité commande-t-elle la devise de la République Liberté, Egalité, Fraternité.**

Les gilets jaunes se sont révoltés parce que leur pouvoir d'achat ne permet pas la hausse excessive du prix du carburant dont ils sont dépendants pour leurs déplacements professionnels, leur chauffage et autres usages quotidiens. Le pouvoir répond que la taxe carbone est nécessaire pour garder le cap de la politique de transition écologique pour lequel il a été élu. Si la transition écologique

est aussi dépendante de l'abandon du carbone qu'il y paraît, le cap est impensable à tenir. En effet, il y faut du tout électrique : éolien, hydraulique, nucléaire et si on veut également éliminer celui-ci, hydrogène, voire biomasse ... ce qui revient à réintroduire le carbone ! Il faut aussi compter les sept milliards d'humains et leurs troupeaux qui rejettent toutes les secondes du gaz carbonique !

Mais le cap à tenir avec obstination par le pouvoir toujours en place est aussi celui du libéralisme économique, autrement dit ; le capitalisme financier mondialisé.

Il y a donc un double aspect aussi dans le cap de Macron et Cie : comment limiter l'émission de gaz carbonique tout en se débarrassant du capitalisme spéculatif qui ruine la majorité des Français ?

Le pouvoir – celui-ci ou un d'autre – proclame un moratoire sur la DETTE et organise un audit pour déterminer la bonne dette de celle qui ne l'est pas et qui ne sera donc pas remboursée, ni intérêt ni principal ! D'autres mesures fiscales accompagnent évidemment cette manne pécuniaire, telles l'ISF, la contribution des multinationales exemptées, la lutte contre la fraude fiscale, etc. Le pouvoir ne manquera pas de monnaie pour augmenter le SMIC, les salaires, les retraites et développer les services publics qui en ont bien besoin !

Et le carbone dans tout ça ? Il faut avoir une politique internationale pour empêcher les déboisements intempestifs des grandes forêts équatoriales et boréales, pour encourager leur remise en état : la forêt est le meilleur ami et atout de l'homme car elle est un absorbeur de carbone hors pair. La flore et la faune, y compris les hommes, ont besoin de gaz carbonique pour empêcher le refroidissement de la planète au niveau des âges glaciaires révolus.

Ne jamais oublier que le carbone et l'eau sont la base de la vie et que la DETTE et le CAPITALISME la détruisent sans état d'âme.

A nous de choisir.

Ergo, capitalismus delendus est.

Les contradictions macronistes

Les annonces que le Président de la République a faites le 10 décembre au soir pèchent par des contradictions inhérentes à l'idéologie capitaliste qui est la boussole sur laquelle il s'appuie pour garder le cap qu'il prétend lui avoir été donné par son élection.

Premièrement : il aborde d'emblée les saccages qui ont suivi le quatrième acte de la mobilisation des gilets jaunes en promettant une sanction exemplaire aux fauteurs de troubles. Il oublie de préciser que les actes de vandalisme et de pillage ont été plus coûteux à Paris le 8 décembre que le 1^{er} ; pourtant la stratégie retenue par son ministre de l'intérieur était de contact, ce qui a permis la mise dans la sourcière des Champs Elysées des gilets jaunes évacués ensuite sans problème, mais a laissé s'échapper les « casseurs » très mobiles et peu sensibles aux marches cadencées des policiers.

Deuxièmement : il n'a pas parlé du rétablissement de l'ISF et il a promis de défiscaliser les heures supplémentaires comme au bon vieux temps de SARKOZY. La contradiction est évidente ; la manne financière qui échappe à l'impôt sur la fortune doit être l'occasion d'investir et de recréer des emplois alors que la défiscalisation du travail supplémentaire est une manière de réduire l'appel à une nouvelle main d'œuvre ... Comprenne qui pourra.

Troisièmement : la prime de fin d'année est annoncée avec l'aléa du consentement des entreprises ... qu'il rencontrera le 11 décembre afin de leur donner l'occasion d'un beau geste ! Il a été élu par la mobilisation du capital financier auquel il demande maintenant de l'aider à finir son quinquennat : il y a des chances que ça tourne à nouveau très mal.

Quatrièmement : aucune annonce pour revenir sur le déficit démocratique dont les électeurs souffrent depuis longtemps. Combien de gilets jaunes se sont-ils prononcés en faveur d'une démocratie plus participative ?

Les mandats du SNCA e.i.L. Convergence sont très nets : ne plus rembourser la mauvaise dette et purger, dans un premier temps, la constitution actuelle des ajouts européens qui brident la souveraineté nationale.

Capitalismus delendus est.

Et les lycéens dans tout ça ?

Les lycéens se sont insurgés en même temps que les élections professionnelles électroniques avaient lieu dans l'Education Nationale avec leurs petites combines et leurs pannes à répétitions.

Le mouvement au début s'est tenu à l'écart de celui des gilets jaunes. Mais ils s'inquiètent de leur avenir comme leurs aînés s'inquiètent de leur survie et de l'avenir de leurs enfants et petits-enfants.

A quoi tient l'inquiétude des lycéens ? D'accord, à la réforme du baccalauréat exigeant plus de contrôle contenu ce qui met en danger la parité avec les lycées privés tout en s'accommodant des petites combines qui surgiront sans aucune doute. La réforme supprime, ensuite, les filières classiques et les remplace par des options obligatoires ce qui laisse à penser que les petits établissements ne bénéficieront pas de beaucoup d'offres d'options : une atteinte à l'égalité des droits. Enfin, « parcoursup », une énième façon de limiter l'accès à l'enseignement supérieur, est **contraire à loi** ; en effet, le baccalauréat est le premier grade universitaire, c'est-à-dire qu'il est délivré par l'Université. Le bac n'est pas un diplôme de fin d'études secondaire : il ouvre le droit à poursuivre, si on le souhaite, des études supérieures. Certaines de ces études exigent un dossier : BTS, IUT, classes préparatoires aux grandes écoles. Or « parcoursup » est une invention pernicieuse pour faire croire que toutes les voies du supérieur réclament, en plus du baccalauréat, un dossier.

Certes, l'enseignement supérieur n'est pas très bien préparé à un bac de masse comme il l'est devenu aujourd'hui. Mais ce n'est pas aux bacheliers d'en faire les frais ; c'est à l'Enseignement Supérieur Public que revient l'adaptation pour sortir des « bacs + n » qui sont, hélas, l'apanage de tant de chômeurs et de précaires !

IA pour l'école

IA ou Intelligence Artificielle : les Syndicats e.i.L. Convergence ont été invités à participer aux « Assises de l'IA pour l'école ». Ces Assises, qui ont eu lieu à l'Institut de France étaient organisées par des associations destinées à promouvoir le numérique. C'est le Ministre de l'Education Nationale qui a ouvert la séance. Favorable à l'utilisation du numérique à l'école, il a insisté sur la formule « apprendre à apprendre » que selon lui il ne faut pas prendre à la lettre. Le débat a ouvert les yeux sur ce qu'est l'intelligence artificielle qui permet de faire des comparaisons auxquelles seule l'intelligence humaine donne un sens. Les milliards dépensés par la Chine et par les Etats-Unis montrent que le « sens » donné au numérique a aussi une valeur marchande telle qu'elle engage la souveraineté des états. Que l'intelligence artificielle, ou mieux, associée, permette de nouvelles pédagogies n'est pas un mal ; mais ouvrir l'école publique à des sociétés privées qui fournissent certaines de leurs applications gratuitement, n'est-ce par faire entrer le grand méchant loup dans la maison de la mère-grand ? Un débatteur a parlé d'un service public du numérique... Une idée à creuser en vue de la prochaine tenue de la Convergence nationale des Services publics.